

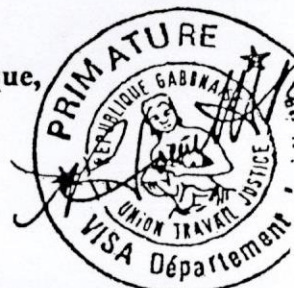
Visa du Président
du Conseil d'Etat

P.E.



Décret n° 000739 /PR/MTE
relatif à la composition et au fonctionnement
des Comités Permanents de Concertation
Economique et Sociale.

Le Président de la République,
Chef de l'Etat ;



La Constitution ;

Vu le décret n° 000169/PR du 25 janvier 2007 fixant la composition du
Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs
subséquents ;

Vu la loi n° 3/94 du 21 novembre 1994, modifiée par la loi n°12/2000 du
12 octobre 2000 portant Code du Travail de la République Gabonaise ;

Vu le décret n° 00407/PR du 10 avril 1976 relatif à la composition et au
fonctionnement des Comités Permanents de Concertation Economique et
Sociale ;

Vu le décret n° 000221/PR/MTE du 06 février 1984 portant attributions et
organisation du Ministère du Travail et de l'Emploi ;

Vu le décret n° 001189/PR/MRH du 19 juillet 1985 fixant les attributions
et l'organisation du Ministère des Ressources Humaines ;

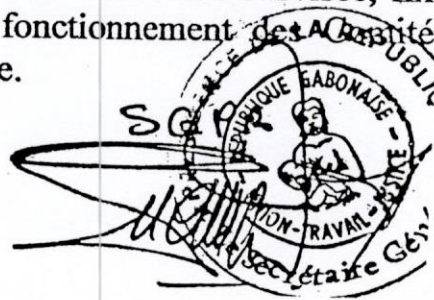
Vu l'arrêté n° 000147/MTEFP/SG/DGTMOE/DTR du 26 avril 2001
réglementant l'institution des Délégués du Personnel ;

Le Conseil d'Etat consulté ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article 1^{er} : Le présent décret, pris en application des dispositions des articles
309 et suivants de la loi n° 3/94 du 21 novembre 1994 modifiée susvisée, fixe
les modalités relatives à la composition et au fonctionnement des Comités
Permanents de Concertation Economique et Sociale.



Article 2 : Le Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale de toute entreprise comprend :

- le Chef d'entreprise ou son représentant, assisté de deux conseillers techniques ;
- les délégués des travailleurs ;
- les délégués des actionnaires.

Article 3 : Chaque Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale comprend un nombre égal de délégués titulaires et de délégués suppléants.

Les délégués suppléants n'assistent aux réunions du Comité que lorsqu'ils remplacent les délégués titulaires.

Article 4 : La représentation des travailleurs au sein du Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale est assurée par les délégués du personnel élus conformément aux dispositions réglementaires pertinentes selon la répartition suivante :

- () - de 50 à 100 travailleurs : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants ;
- de 101 à 250 travailleurs : 3 délégués titulaires et 3 délégués suppléants ;
-) - de 251 à 500 travailleurs : 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants ;
- de 501 à 750 travailleurs : 5 délégués titulaires et 5 délégués suppléants ;
- de 751 à 1000 travailleurs : 6 délégués titulaires et 6 délégués suppléants.

Au dessus de 1000 travailleurs, il y a un délégué titulaire et un délégué suppléant par tranche supplémentaire de 250 travailleurs.

Un arrêté du Ministre chargé du Travail détermine, en tant que de besoin, les modalités de désignation des délégués syndicaux au sein des Comités Permanents de Concertation Economique et Sociale.

Article 5 : Les actionnaires sont représentés au Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale par les délégués désignés par l'assemblée générale des actionnaires ou par le Conseil d'administration. Leur nombre est égal à celui du total des délégués du personnel et des délégués syndicaux de l'entreprise considérée.

Article 6 : Ne peuvent être membres du Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale :

- les personnes condamnées pour indignité nationale, rébellion, incitation à la rébellion ;
- les personnes condamnées pour vol, escroquerie et abus de confiance.

Article 7 : Les contestations relatives à la désignation des membres du Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale sont soumises, pour conciliation, à l'Inspecteur du Travail du ressort, sur saisine de l'une des parties.

En cas d'échec de la conciliation, le différend est transmis au Tribunal du Travail qui statue d'urgence dans un délai ne dépassant pas quinze jours. ✍

Article 8 : Le mandat des membres du Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale est de deux ans renouvelable.

Les fonctions des membres du Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale prennent fin à la suite du décès, ou de tout autre motif de résiliation du contrat de travail, à la révocation d'un membre soit par le collège des délégués qu'il représente, soit par l'assemblée générale des actionnaires ou le Conseil d'administration qui l'a désigné ; et pour les délégués syndicaux, à la suite d'une récusation par leur syndicat.

Ces fonctions prennent également fin à la suite des déchéances prévues à l'article 6 ci-dessus survenues en cours de mandat.

Article 9 : Lorsqu'un membre titulaire cesse ses fonctions pour l'une des causes indiquées à l'article 8 ci-dessus, son remplacement est assuré par son suppléant.

Article 10 : Le Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale se réunit au moins une fois par an en session ordinaire et, en cas de besoin, en session extraordinaire convoquée à la demande de la majorité de ses membres.

Article 11 : Les sessions du Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale sont présidées par le Chef d'entreprise ou son représentant.

Celui-ci arrête l'ordre du jour des réunions qu'il communique aux membres quinze jours au moins avant la date de la session.

Outre le Président, le bureau des sessions du Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale se compose d'un représentant des actionnaires et d'un représentant des travailleurs, dûment désignés par leur pairs, qui font office de rapporteurs.

Article 12 : Lorsque le Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale se réunit à la demande de la majorité de ses membres, ceux-ci communiquent au Chef d'entreprise, avant la session, les questions qu'ils souhaitent voir discuter dans les mêmes délais que ceux fixés à l'article 11 ci-dessus. Ces questions figurent obligatoirement à l'ordre du jour de la session concernée.

Article 13 : Le Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale ne peut valablement délibérer que lorsque au moins les $\frac{3}{4}$ de ses membres sont présents.

A défaut de ce quorum à la première réunion du trimestre, le président convoque une deuxième réunion dans les quinze jours qui suivent. Dans ce cas, la session se tient sans exigence de quorum.

Article 14 : Les résolutions et avis du Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale sont pris à la majorité des voix. En cas de partage, celle du Président est prépondérante. ✕

Les conseillers techniques, assistant le Chef d'entreprise, ne prennent pas part au vote.

Article 15 : Les résolutions et avis du Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale sont rendus exécutoires par le Chef d'entreprise qui dispose à cet effet d'un pouvoir d'appréciation.

Article 16 : Le temps consacré aux sessions du Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale est considéré comme temps de travail effectif et rémunéré comme tel.

Article 17 : Les délibérations des sessions du Comité Permanent de Concertation Economique et Sociale sont consignées dans les procès-verbaux signés des rapporteurs et du Chef d'entreprise et communiqués aux autres membres du Comité.

Ces procès verbaux sont également communiqués à l'Inspecteur du Travail du ressort dans un délai d'un mois ouvrable après la clôture de la session.

Article 18 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 19 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera. /- ✱

Le Président de la République,
Chef de l'Etat :



27 AOUT 2007

Le Premier Ministre
Chef du Gouvernement ;

